

ACCORD DE COOPÉRATION POLICIÈRE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD

ET

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**



Le Gouvernement de la République du Tchad, représenté par le Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration ;

Et

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, représenté par le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des Transports ;

Ci-après dénommés conjointement « les Parties » et individuellement « la Partie » ;

Considérant les relations d'amitié, de fraternité et de coopération historique entre leurs deux États ;

Réaffirmant leur attachement aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, l'Acte constitutif de l'Union Africaine et les instruments internationaux pertinents ;

Préoccupés par la recrudescence des menaces transnationales, notamment le terrorisme et la criminalité organisée sous toutes ses formes ;

Conscients de la nécessité de renforcer la coopération policière, technique et opérationnelle ;

Agissant dans le respect de la souveraineté des États, du principe de réciprocité et de leurs engagements internationaux,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier : Objet

Le présent Accord a pour objet d'établir un cadre juridique de coopération policière entre les Parties, notamment dans les domaines de la sécurité publique et de la lutte contre criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes, conformément à leurs législations nationales et à leurs engagements internationaux.

Article 2 : Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend par :

- **Autorités compétentes** : les institutions désignées par chaque Partie pour la mise en œuvre du présent Accord ;
- **Informations opérationnelles** : toutes données utiles à la prévention, à la détection ou à la répression des infractions ;
- **Criminalité transnationale organisée** : toute infraction présentant un caractère transfrontalier.

CHAPITRE II : DOMAINES ET MODALITÉS DE COOPÉRATION

Article 3 : Domaines de coopération

Les Parties coopèrent notamment dans les domaines suivants :

- la criminalité transnationale organisée ;
- la cybercriminalité ;
- le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;
- la traite des êtres humains et le trafic de migrants ;
- le blanchiment d'argent ;
- le trafic illicite d'armes ;
- la police technique et scientifique ;
- la gestion et le contrôle aux frontières ;
- la fraude documentaire ;
- le maintien de l'ordre et de la sécurité publiques ;
- la gestion des crises et des grands événements.

La coopération au titre du présent Accord ne couvre pas les domaines d'entraide judiciaire ni d'extradition.

Article 4 : Modalités de coopération

La coopération au titre du Présent Accord, est menée par les Parties conformément à leurs législations et réglementations en vigueur, à travers :

- l'échange d'informations opérationnelles sur les domaines couverts par le présent Accord ;
- l'assistance mutuelle en matière d'enquêtes criminelles ;
- l'échange d'expertise et de bonnes pratiques ;
- la coordination des actions de prévention et de lutte contre la criminalité ;
- l'organisation de séminaires et de stages de formation ;
- l'échange de visites entre les responsables et les experts des deux Parties ;
- l'échange de missions d'experts et de visites d'études ;
- l'échange de documentations, de revues et d'études publiées périodiquement par les services spécialisés.

Article 5 : Formation et renforcement des capacités

Les Parties développent des programmes conjoints de formation, d'échange et de perfectionnement des personnels, incluant stages, séminaires, missions d'expertise et formations spécialisées.

CHAPITRE III : PROTECTION DES INFORMATIONS ET GARANTIES

Article 6 : Confidentialité et protection des données

Les Parties assurent la protection des informations échangées et s'engagent, conformément à leurs législations nationales et à leurs engagements internationaux, à en garantir la confidentialité.

Ces informations ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues par le présent Accord et ne peuvent être communiquées à des tiers sans consentement préalable et écrit de la Partie qui les a fournies.

Article 7 : Respect des droits et obligations internationales

La mise en œuvre du présent Accord s'effectue dans le respect des engagements internationaux des Parties, notamment en matière de droits de l'homme et de coopération internationale.

CHAPITRE IV : MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

Article 8 : Autorités compétentes

Les Autorités compétentes chargées de la mise en œuvre du présent Accord sont :

- a) **Pour la Partie Tchadienne** : le Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration – la Direction Générale de la Police Nationale.
- b) **Pour la Partie Algérienne** : le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des Transports – la Direction Générale de la Sûreté Nationale.

Article 9 : Mécanisme de suivi

Les Parties mettent en place un mécanisme de suivi chargé d'évaluer la mise en œuvre du présent Accord et de proposer toute amélioration nécessaire.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 10 : Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé à l'amiable, par voie de consultations et de négociations entre les Parties par la voie diplomatique.

Article 11 : Dispositions financières

Les actions de coopération retenues dans le cadre de l'exécution du présent Accord sont réalisées dans la limite des disponibilités financières de chaque Partie.

Article 12 : Suspension

Chaque Partie peut suspendre l'application du présent Accord, totalement ou partiellement, si elle estime que la mise en œuvre de certaines dispositions de l'Accord porte atteinte à la souveraineté de son Etat, à sa sécurité, à son ordre public, aux droits de l'Homme ou à d'autres intérêts fondamentaux, ou estime qu'elle est contraire à sa législation nationale ou à ses obligations internationales.

1 X

Cf

Le présent Accord peut, également, faire l'objet de suspension temporaire pour des raisons indépendantes de la volonté des Parties.

En cas de suspension, totale ou partielle, du présent Accord, celle-ci doit être notifiée diligemment à l'autre Partie par écrit et par voie diplomatique.

Article 13 : Effets de la cessation

La dénonciation, la suspension ou l'expiration du présent Accord n'affecte pas l'exécution des engagements en cours.

Les obligations relatives à la confidentialité et à la protection des informations demeurent en vigueur.

Article 14 : Entrée en vigueur et durée

Le présent Accord entre en vigueur à la date de réception de la dernière notification, écrite et par voie diplomatique, par laquelle une Partie informe l'autre Partie de l'accomplissement des procédures juridiques internes requises à cet effet.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable par tacite reconduction.

Article 15 : Dénonciation

Chaque Partie peut dénoncer le présent Accord avec un préavis d'au moins six (6) mois notifié à l'autre Partie, par écrit et par voie diplomatique.

Fait à Alger, le 23 avril 2026, en deux exemplaires originaux, en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

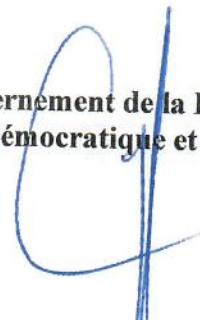
Pour le Gouvernement de la République
du Tchad



Dr ABDOULAYE SABRE FADOUL

Ministre d'Etat, Ministre des Affaires
Etrangères, de l'Intégration Africaine et des
Tchadiens de l'Etranger

Pour le Gouvernement de la République
Algérienne Démocratique et Populaire



Saïd SAYOUD

Ministre de l'Intérieur, des Collectivités
Locales et des Transports

إتفاق تعاون شرطي

بين

حكومة جمهورية تشاد

و

حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

إن حكومة جمهورية تشاد ممثلة بوزارة الأمن العام والهجرة وحكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية ممثلة بوزارة الداخلية والجماعات المحلية والنقل، المشار إليهما فيما يلي معا بـ "الطرفين"، وكل على حدة بـ "الطرف"؛
إعتباراً لعلاقات الصداقة والأخوة والتعاون التاريخي القائمة بين دولتهما؛
وتأكيداً لالتزامهما بالمبادئ التي كرسها ميثاق الأمم المتحدة والقانون التأسيسي للاتحاد الإفريقي، والصكوك الدولية ذات الصلة؛
وانشغالاً منهما بتفاقم التهديدات العابرة للحدود، لا سيما الإرهاب والجريمة المنظمة بمختلف أشكالها؛
ووعياً منهما بضرورة تعزيز التعاون الشرطي التقني والعملياتي؛
وإذ يعملان في ظل احترام سيادة الدول، ومبدأ المعاملة بالمثل والتزاماتهما الدولية،
قد اتفقتا على ما يلي:

الفصل الأول: أحكام عامة

المادة الأولى: الموضوع

يهدف هذا الاتفاق إلى إرساء إطار قانوني للتعاون الشرطي بين الطرفين، لا سيما في مجالات الأمن العمومي ومكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية بمختلف أشكالها، وذلك وفقاً لتشريعاتهما الوطنية والتزاماتهما الدولية.

المادة 2: تعريفات

لأغراض هذا الاتفاق، يُقصد بما يلي:

- السلطات المختصة: المؤسسات التي يعيّنهما كل طرف لتنفيذ هذا الاتفاق؛
- المعلومات العملياتية: أية معطيات مفيدة للوقاية من الجرائم، كشفها أو قمعها؛
- الجريمة المنظمة عبر الوطنية: كل جريمة تكتسي طابعاً عابراً للحدود.

الفصل الثاني: مجالات وكيفيات التعاون

المادة 3: مجالات التعاون

يتعاون الطرفان، على وجه الخصوص، في المجالات التالية:

- الجريمة المنظمة عبر الوطنية؛
 - الجريمة الإلكترونية؛
 - الاتجار غير المشروع بالمخدرات والمؤثرات العقلية؛
 - الاتجار بالبشر وتهريب المهاجرين؛
 - تبييض الأموال؛
 - الاتجار غير المشروع بالأسلحة؛
 - الشرطة التقنية والعلمية؛
 - التسيير والمراقبة عبر الحدود؛
 - تزوير الوثائق؛
 - حفظ النظام والأمن العموميين؛
 - تسيير الأزمات والأحداث الكبرى.
- لا يشمل التعاون بموجب هذا الاتفاق مجالات التعاون القضائي المتبادل أو تسليم المجرمين.

المادة 4: كيفيات التعاون

يتعاون الطرفان بموجب هذا الاتفاق، طبقاً لتشريعاتهما وتنظيماتهما السارية، من خلال:

- تبادل المعلومات العملية حول المجالات المشمولة بهذا الاتفاق؛
- المساعدة المتبادلة في مجال التحقيقات الجنائية؛
- تبادل الخبرات والممارسات الفضلى؛
- تنسيق نشاطات الوقاية من الجريمة ومكافحتها؛
- تنظيم الندوات والدورات التكوينية؛
- تبادل الزيارات بين مسؤولي الطرفين وخبرائهما؛
- تبادل بعثات الخبراء والزيارات الدراسية؛

- تبادل الوثائق والمجلات والدراسات التي تُنشر دوريًا من طرف المصالح المتخصصة.

المادة 5: التكوين وتعزيز القدرات

يطور الطرفان برامج مشتركة للتكوين والتبادل وتحسين مهارات المستخدمين، تشمل التريصات، الندوات، بعثات الخبرة، والتكوينات المتخصصة.

الفصل الثالث: حماية المعلومات والضمانات

المادة 6: السرية وحماية المعطيات

يضمن الطرفان حماية المعلومات المتبادلة، ويلتزمان، وفقًا لتشريعاتهما الوطنية والتزاماتهما الدولية، بضمان سرّيتها.

ولا يمكن استخدام هذه المعلومات إلا للأغراض المبينة في هذا الاتفاق، كما لا يجوز الإفصاح عنها للغير دون موافقة مسبقة وكتابية من الطرف الذي قدّمها.

المادة 7: احترام الحقوق والالتزامات الدولية

يتم تنفيذ هذا الاتفاق في ظل احترام الالتزامات الدولية للطرفين، لا سيما في مجال حقوق الإنسان والتعاون الدولي.

الفصل الرابع: الاتفاق

المادة 8: السلطات المختصة

السلطات المختصة المكلفة بتنفيذ هذا الاتفاق هي:

أ. بالنسبة للطرف الجزائري: وزارة الداخلية والجماعات المحلية والنقل – المديرية العامة للأمن الوطني.

ب. بالنسبة للطرف التشادي: وزارة الأمن العام والهجرة – المديرية العامة للشرطة الوطنية؛

المادة 9: آلية المتابعة

يُنشئ الطرفان آليةً للمتابعة تكلف بتقييم تنفيذ هذا الاتفاق واقتراح أي تحسين ضروري.

الفصل الخامس: أحكام ختامية

المادة 10: تسوية الخلافات

تتم تسوية أي خلاف يتعلق بتفسير هذا الاتفاق أو بتنفيذه ودياً، من خلال المشاورات والمفاوضات بين الطرفين عبر القناة الدبلوماسية.

المادة 11: أحكام مالية

يتم تجسيد نشاطات التعاون المقررة في إطار تنفيذ هذا الاتفاق في حدود الإمكانيات المالية المتاحة لدى كل طرف.

المادة 12: التعليق

يمكن لكل طرفٍ أن يعلّق تطبيق هذا الاتفاق، كلياً أو جزئياً، إذا رأى أن تنفيذ بعض أحكام الاتفاقية يمسّ بسيادة دولته أو بأمنها أو بنظامها العام أو بحقوق الإنسان أو بمصالح أساسية أخرى، أو إذا رأى أن ذلك يتعارض مع تشريعاته الوطنية أو مع التزاماته الدولية.

كما يمكن أن يكون هذا الاتفاق محلّ تعليقٍ مؤقتٍ لأسباب خارجة عن إرادة الطرفين. وفي حال تعليق تطبيق هذا الاتفاق، كلياً أو جزئياً، يجب إخطار الطرف الآخر بذلك فوراً، كتابياً وعبر القناة الدبلوماسية.

المادة 13: آثار الإنهاء

لا يؤثر إنهاء العمل بهذا الاتفاق أو أو تعليقه أو انقضائه على تنفيذ الالتزامات القائمة. تبقى الالتزامات المتعلقة بالسريّة وحماية المعلومات سارية المفعول.

المادة 14: السريان والمدة

يدخل هذا الاتفاق حيّز التنفيذ بتاريخ استلام آخر إخطارٍ كتابيٍ وعبر القناة الدبلوماسية، الذي يعلم بموجبه أحد الطرفين الطرف الآخر بإتمام الإجراءات القانونية الداخلية المطلوبة لهذا الغرض.

ويُبرم هذا الاتفاق لمدة خمس (5) سنوات، قابلة للتجديد ضمناً.

المادة 15: الإنهاء

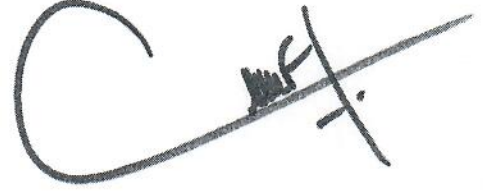
يمكن لكل طرفٍ إنهاء العمل بهذا الاتفاق عن طريق إخطار مسبقٍ يُبلّغ للطرف الآخر خلال ستة (6) أشهر على الأقل، كتابياً وعبر القناة الدبلوماسية.

عن حكومة الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية



السعيد سعيود
وزير الداخلية والجماعات المحلية
والنقل

عن حكومة جمهورية تشاد



د. عبد الله صابر فضل
وزير الدولة، وزير الشؤون الخارجية
والتكامل الإفريقي والتشاديين بالخارج